



Après la mobilisation régionale du 18 mai, amplifions la lutte dans les départements !

Suite au rassemblement régional devant la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes appelé par toutes les organisations syndicales, qui a réuni quelques 120 agents contre les suppressions de postes et pour un service public de qualité, **une assemblée générale de lutte** s'est tenue à la Bourse du Travail de Lyon, rassemblant les agents de la DIRECCTE et les Inspecteurs-élèves du Travail, syndiqués et non-syndiqués.

Durant cette assemblée générale, tous les intervenants ont fait le même constat : **dans chaque département, les suppressions de poste et les non-remplacements amènent une dégradation des conditions de travail et une baisse de la qualité du service rendu aux usagers.** Cette baisse que les agents, notamment ceux de secrétariat, doivent assumer seuls face aux demandes des usagers, génère du stress et de la culpabilité chez les collègues, comme en témoigne la multiplication des arrêts maladie et des restrictions médicales prescrites par les médecins de prévention.

L'assemblée générale, soutenue par toutes les organisations syndicales présentes, a fait le constat que la lutte devait se mener à deux niveaux :

- **Au niveau national**, par une mobilisation de l'ensemble des agents du ministère et de la fonction publique, soutenue par les organisations syndicales de salariés, pour exiger l'arrêt des suppressions de postes et une politique publique à la hauteur des enjeux ;
- **Au niveau local**, par la tenue d'assemblées générales du personnel dans chaque département, afin de parler du travail, de nos pratiques, de confronter nos représentations du métier et du service public. **Ces espaces de discussion nous permettront de reprendre la main sur notre travail en identifiant collectivement les tâches qui sont essentielles pour conserver du sens au travail, et serviront de bases à l'établissement de cahiers de revendication sur les mesures d'urgence à prendre afin de protéger notre santé.**

Les organisations syndicales signataires, appellent donc :

- À l'organisation d'une nouvelle journée nationale d'action, à Paris, en direction du ministère pour faire entendre les revendications des agents.
- À l'organisation, **dans tous les départements**, d'assemblée générales du personnel pour reprendre la main sur notre travail et établir les revendications d'urgence à porter devant les directions locales et régionale.

Le collectif est notre force, ne laissons pas les difficultés de nos services nous diviser, organisons nous collectivement pour améliorer nos conditions de travail et pour la défense d'un service public de qualité, accessible à tous !